



CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/C.2/SR.251
23 juin 1955
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT CINQUANTE ET UNIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,
le lundi 6 juin 1955, à 14 heures 40.

SOMMAIRE

- Examen des pétitions concernant le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne (T/C.2/L.148, T/C.2/L.152; T/OBS.11/49 à 52) (suite)

PRESENTS

| | | |
|--------------------|---------------|--|
| <u>Président</u> : | M. de CAMARET | France |
| <u>Membres</u> : | M. HAMILTON | Australie |
| | M. MULCAHY | Etats-Unis d'Amérique |
| | M. JAIPAL | Inde |
| | M. TARAZI | Syrie |
| | M. BENDRYCHEV | Union des Républiques socialistes soviétiques |

Egalement présents :

| | |
|------------|--|
| M. SALAH | Egypte, Membre du Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie italienne |
| M. GARCIA | Philippines, Membre du Conseil consultatif des Nations Unies pour la Somalie italienne |
| M. ZADOTTI | Représentant spécial pour la Somalie sous administration italienne |

| | | |
|----------------------|------------|----------------------|
| <u>Secrétariat</u> : | M. COTTELL | Secrétaire du Comité |
|----------------------|------------|----------------------|

EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA SOMALIE SOUS
ADMINISTRATION ITALIENNE (T/C.2/L.148, T/C.2/L.152; T/OBS.11/49 à 52) (suite)

Document T/C.2/L.148 (suite)

VII. Pétition du cheikh Mohamed Ghedi Gulet (T/PET.11/469)

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande si les déportations ont eu lieu conformément aux procédures prévues par la loi et, dans l'affirmative, quel recours juridique est ouvert au pétitionnaire.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que le pétitionnaire a fait l'objet de mesures de police ordinaires.

M. TARAZI (Syrie) voudrait savoir si le fait que le pétitionnaire a prêché dans diverses mosquées signifie qu'il s'agissait d'un iman exerçant des fonctions officielles.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) précise que le pétitionnaire est un prédicateur itinérant et n'a pas de titre officiel.

M. TARAZI (Syrie) demande des détails sur la campagne menée par le pétitionnaire.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que l'intervention de la police a eu lieu sur l'initiative de la population et non sur celle des autorités. Les sermons du pétitionnaire ont fait des mécontents et les autorités ont reconnu, avec les représentants de la population, que sa présence à Belet Uen, si elle se prolongeait, provoquerait de graves désordres. Le pétitionnaire a donc été déporté à Mogadiscio où des événements analogues se sont déroulés.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) s'étonne que les autorités aient déporté un prédicateur qui menait une campagne contre la prostitution. Il demande pourquoi une campagne de cette nature risque de créer des désordres.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que les mesures de police ont été prises à la demande expresse des chefs temporels et religieux. L'Administration n'a rien négligé pour protéger la population contre le fléau de la prostitution; mais ce n'est pas l'objet de la campagne qui est en cause. Il s'agissait d'éviter des troubles graves.

M. JAIPAL (Inde) propose que le Conseil appelle l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et notamment sur le fait qu'il est libre de retourner dans sa ville natale de Galcaio.

M. HAMILTON (Australie) appuie cette suggestion.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime qu'il conviendrait, dans le projet de résolution, de mentionner que les personnes qui mènent des campagnes contre la prostitution ne devraient pas être persécutées dans le Territoire sous tutelle.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat préparera un projet de résolution qui tiendra compte des idées exprimées.

VIII. Pétition de M. Ibrahim Abdi Giumale (T/PET.11/478)

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande au représentant spécial de confirmer si la pétition a bien trait aux mêmes événements que ceux qui font l'objet des pétitions T/PET.11/472 et T/PET.11/473.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond par l'affirmative.

Le PRESIDENT dit que le Secrétariat rédigera un projet de résolution dans lequel le Conseil appellerait l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante, les pétitions antérieures et les décisions prises à leur sujet.

IX. Pétition de M. Yahya Abdallah Agil (T/PET.11/84)

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que l'Administration ne peut que continuer ses efforts pour persuader les Ouarsengheli de payer le reste de la dette aux Averghidir Saad et aux Arabes de Bur Acaba et pour faire accorder des dommages-intérêts au pétitionnaire.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat préparera un projet de résolution dans lequel le Conseil attirerait l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et sur les remarques du représentant spécial.

X. Pétition de M. Hussein Ahmed Ali (T/PET.11/494)

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si la tribu à laquelle appartiennent les trois défendeurs possède des biens collectifs et, dans l'affirmative, pourquoi les coupables ont été déclarés insolvables.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) confirme que la tribu possède des biens collectifs. Il explique que le règlement des différends entre tribus commence par l'offre d'un samen, gage de paix, à la partie lésée. Si l'offre n'est pas acceptée, le différend est porté devant le tribunal où le cadî, qui joue le rôle d'arbitre plus que de juge, décide du montant des dommages à payer. Dans l'affaire en question, la tribu a rejeté les trois coupables et ne répond plus d'eux.

Le PRESIDENT dit que le Secrétariat préparera un projet de résolution dans lequel le Conseil indiquerait qu'il ne peut prendre aucune décision dans cette affaire et appellerait sur les observations de l'Autorité administrante l'attention du pétitionnaire.

XI. Pétition de M. Jusuf Omar Mohamud (T/PET.11/485)

M. HAMILTON (Australie) demande si l'on a fait connaître au pétitionnaire les raisons de son licenciement et s'il a pu expliquer sa conduite.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que le pétitionnaire a reçu un avertissement et a été traduit devant une commission de discipline où il a eu amplement l'occasion de se défendre.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si l'interdiction d'appartenir à un parti politique s'applique aux fonctionnaires autres que ceux de la police et dans quelle mesure elle s'étend au droit de vote.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que le règlement s'applique seulement à la police, mais il n'empêche pas les agents de la force publique de voter: l'interdiction ne vise pas leurs opinions politiques, mais simplement l'activité politique.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande si les intéressés contribuent à la pension.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) précise que les pensions sont payées en totalité par l'Administration.

M. JAIPAL (Inde) demande comment les autorités peuvent savoir que le pétitionnaire est membre de la Ligue de la jeunesse somalie, puisque son nom ne figure pas sur la liste des adhérents.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que les autorités ont des preuves suffisantes que le pétitionnaire a fait partie de la Ligue; ces preuves sont confirmées par les nombreuses réunions de la Ligue auxquelles il a assisté quand ses supérieurs ne l'y envoyaient pas en service commandé.

M. TARAZI (Syrie) voudrait savoir si le pétitionnaire a pu faire appel contre la décision de l'Administration.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) fait observer que la décision est d'ordre administratif et que le pétitionnaire ne peut donc pas s'adresser aux tribunaux. Il aurait pu cependant faire appel de la décision auprès du Conseil d'Etat italien en suivant la filière administrative normale.

Le PRESIDENT, parlant en sa qualité de représentant de la France, propose d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante et du représentant spécial.

M. JAIPAL (Inde) pense que le Comité devrait recommander à l'Autorité administrante de régler l'affaire avec toute la bienveillance possible et d'examiner la demande du pétitionnaire qui voudrait obtenir une indemnité pour ses dix années de service. Cet homme a maintenant quarante-deux ans et aura du mal à trouver un emploi.

Le PRESIDENT déclare que le Secrétariat préparera un projet de résolution en s'inspirant des observations faites par les membres du Comité.

XII. Pétition de Scek Abubakar Scek Amudi (T/PET.11/496)

M. TARAZI (Syrie), constatant que cette pétition ressemble beaucoup à celle que le Comité vient d'examiner (T/PET.11/485), propose que le Secrétariat prépare un projet de résolution analogue.

M. JAIPAL (Inde) demande des détails sur le manquement à la discipline dont le pétitionnaire s'est rendu coupable.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'outre la faute qui avait motivé son renvoi, le pétitionnaire a refusé maintes fois d'obéir aux ordres.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) pense que le pétitionnaire était peut-être irrité d'avoir été transféré à un service où le travail est plus routinier. Quoi qu'il en soit, son refus de porter l'uniforme constitue sans aucun doute un manquement à la discipline.

M. JAIPAL (Inde) fait observer qu'il ne cherche naturellement pas à excuser un tel manquement et il appuiera volontiers la suggestion du représentant de la Syrie.

XIII. Pétition des représentants du Rer Magno (T/PET.11/487)

M. JAIPAL (Inde) demande si les embarcations en question ont effectivement changé de propriétaires en 1928.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond qu'elles ont seulement été cédées à bail à M. Carniglia; le Rer Magno est demeuré propriétaire et touche une redevance.

Répondant à des questions de M. JAIPAL (Inde), M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que les signataires de la pétition ne sont pas habilités à parler en tant que représentants officiels du "Rer Magno"; en réalité, un certain nombre d'entre eux n'ont aucun droit de propriété sur quelque embarcation que ce soit.

Fixée en 1928, la redevance est restée en vigueur jusqu'en 1943. Un nouvel accord a été signé le 29 mai 1950. Le "Rer Magno" continue à percevoir la même redevance pour toutes les embarcations qui servent au chargement et au déchargement des marchandises. En outre, la compagnie Galloti contribue à l'entretien des mosquées et alimente une caisse des accidents de travail.

En réponse à une question du représentant de l'Australie, M. Zadotti déclare que les redevances correspondant à l'utilisation des embarcations sont versées à chaque propriétaire individuellement alors que l'assurance-travail et l'entretien des mosquées profitent à l'ensemble du "Rer Magno".

M. HAMILTON (Australie) pense que le différend devrait être réglé entre les pétitionnaires et le "Rer Magno" et qu'on pourrait aboutir à un accord sur place.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) est du même avis. Si les pétitionnaires sont vraiment propriétaires, c'est à eux de faire reconnaître leurs droits par le "Rer Magno".

Répondant à des questions des représentants de l'Australie et des Etats-Unis, M. ZADOTTI confirme que les pétitionnaires ont la possibilité d'intenter une action en justice.

M. HAMILTON (Australie) propose que le Conseil communique aux pétitionnaires les observations de l'Autorité administrante et du représentant spécial et leur fasse savoir qu'ils ont le droit de s'adresser aux tribunaux.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que si les embarcations appartiennent toujours à l'ensemble du "Rer Magno", il ne comprend pas pourquoi des pétitionnaires ont des droits sur certaines d'entre elles et d'autres n'en ont pas.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que plusieurs pétitionnaires sont partiellement propriétaires de bateaux qui sont utilisés pour d'autres services que ceux dont il est question dans l'accord.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir ce qu'on verse à la tribu pour l'utilisation de ses embarcations et quels sont les avantages matériels que l'accord procure à ses membres.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) mentionne de nouveau la redevance, la contribution à l'entretien des mosquées et la participation à la caisse d'assurances. En outre, chaque travailleur reçoit un salaire normal pour les services qu'il rend.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir si le représentant spécial a des observations à faire sur l'allégation selon laquelle un certain nombre de chefs auraient été achetés par l'Administration et auraient même reçu des pots-de-vin de M. Gallotti.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'accord a été signé par les représentants officiels du "Rer Magno". Les représentants ne sont pas payés par l'Administration, sauf les chefs officiels, qui reçoivent leur redevance normale.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les membres de la tribu peuvent s'opposer en justice aux décisions de leurs chefs.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que si la tribu utilise les embarcations de certains membres sans les indemniser, ces membres ont le droit de s'adresser aux tribunaux. Ceux dont les embarcations ne servent pas au chargement et au déchargement des marchandises n'ont aucun recours légal. En vertu de l'accord, la tribu s'est engagée à fournir des bateaux et du personnel, mais plusieurs membres s'y sont opposés ou ont demandé que l'on utilise leur propres embarcations. Telle est la raison de leurs objections.

Répondant à une nouvelle question du représentant de l'Union soviétique, M. Zadotti indique que les membres de la tribu qui rejettent l'accord n'ont aucun recours légal à moins que l'on n'ait violé leurs propres droits.

Le PRESIDENT déclare que le projet de résolution devrait attirer l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et du représentant spécial et les informer de leur droit d'appel.

La séance est suspendue à 16 heures 10; elle est reprise à 16 heures 35.

XIV. Pétition de M. Hagi Mohamed Hussen et d'autres (T/PET.11/495)

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si les employés des deux guichets du Bureau de poste de Mogadiscio ont les mêmes conditions de travail.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que l'on a considérablement amélioré l'organisation du Bureau et que les conditions de travail sont maintenant les mêmes aux deux guichets.

M. SALAH (Egypte) signale que sa propre délégation a examiné cette question avec l'Autorité administrante. Il est heureux de pouvoir confirmer que l'Administration a pris des mesures qui donnent entière satisfaction à tous les intéressés.

M. JAIPAL (Inde) propose que le Comité prenne note de la déclaration très encourageante du représentant de l'Egypte.

Le PRESIDENT fait observer que toutes décisions ou recommandations sont superflues. Le Comité prendra acte des interventions des représentants de l'Egypte et de l'Inde.

Document T/C.2/L.152

I. Pétition des représentants de la tribu Averghidir-Saad (T/PET.11/475)

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) déclare que les autres membres du Comité partagent sans aucun doute les sentiments d'horreur que lui ont inspirés les pertes de vies humaines survenues au cours du différend qui oppose les deux tribus. Il demande au représentant spécial de bien vouloir indiquer au Comité si des mesures ont été prises pour aboutir à un accord sur le prix du sang qu'il faut généralement verser dans des conflits de ce genre.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que la question qui motive la pétition est avant tout une question de territoire tribal, et qu'elle se pose depuis fort longtemps. L'Administration a fait beaucoup d'efforts pour persuader les deux tribus de se mettre d'accord, mais il a été en fait impossible d'amener même les parties à se rencontrer et à discuter.

Du fait du tracé actuel de la frontière administrative provisoire entre l'Ethiopie et la Somalie sous administration italienne, les tribus doivent se contenter de terres fort peu étendues et il est inévitable que des conflits surgissent.

D'autre part, une frontière ethnique sépare les deux principaux groupes de Somalis. Les Darot ont toujours eu tendance à descendre dans la vallée où coule le cours d'eau et les Averghidir bien entendu résistent à cette pression.

Jusqu'au début de la seconde guerre mondiale, une solution était possible, car l'Administration pouvait étendre vers l'ouest le territoire Darot; mais, lorsque la ligne de démarcation a été fixée, les Darot ont cherché, fort naturellement, à réintégrer les terres qu'ils occupaient auparavant et que les Averghidir avaient occupées entre temps.

Jusqu'à maintenant, toutes les tentatives que l'Administration a faites pour susciter une rencontre entre les tribus sont restées vaines. Il n'a même pas été possible de décider les représentants des tribus à un samen, démarche qui aurait été la première étape d'une discussion du problème dans son ensemble.

Un détachement mobile de police se tient à proximité de la région en cause et interviendrait d'urgence s'il y avait des troubles, pour empêcher la situation de s'aggraver.

(M. Zadotti, représentant spécial)

En réponse à une question du représentant de l'Inde, M. Zadotti déclare qu'à sa connaissance, aucun incident ne s'est produit récemment, mais que la police a dû intervenir il y a quelques mois. Elle a heureusement pu arriver à temps et prévenir des violences plus graves.

M. JAIPAL (Inde) demande si la frontière est normalement parcourue par des patrouilles.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que les mouvements des tribus sont suivis par des ilalos qui guettent les moindres signes de trouble et demandent aux Autorités d'intervenir lorsque c'est nécessaire. A ces ilalos, il convient d'ajouter le détachement mobile de police qui se trouve à Dousa Mareb.

M. JAIPAL (Inde) demande de quels effets a été suivie la demande de restitution relative aux raids qui auraient eu lieu en juillet 1950.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'on ne peut pas régler cette question tant que l'on n'aura pas pu amener les deux tribus à se rencontrer.

M. JAIPAL (Inde) fait observer que les Averghidir se plaignent d'avoir été privés de certains pâturages et points d'eau sous prétexte qu'ils appartenaient à la tribu Darot. Il demande de quels pâturages et points d'eau les Averghidir disposent aujourd'hui.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) explique que les Averghidir exploitent les terres qui leur restent. Quant aux points d'eau, la situation s'améliorera, car l'Administration a l'intention d'accorder la priorité au forage des puits dans cette région, afin précisément d'amener une détente entre les deux tribus.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) convient que l'on ne pourra évidemment pas résoudre définitivement l'essentiel du conflit tant que le problème général de la frontière ne sera pas réglé. Il se demande pourtant si, au cas même où la frontière définitive répondrait aux espoirs les plus ambitieux du peuple somali, les terres rendues ainsi disponibles permettraient de résoudre le conflit qui oppose les deux tribus.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que la situation serait certainement meilleure dans cette éventualité, même si un tel règlement ne résolvait pas tous les problèmes.

Par ailleurs, l'Administration s'efforce d'amener les tribus à réduire leur cheptel de façon à moins grever les ressources en eau et en pâturages.

M. JAIPAL (Inde) demande si les membres du Conseil consultatif sont personnellement au courant du conflit en question et des problèmes généraux qui se posent dans cette région.

M. SALAH (Egypte) déclare qu'à sa connaissance, des conflits entre tribus s'élèvent de temps en temps dans l'une ou l'autre des parties du Territoire; il estime que le développement politique du Territoire et l'extension de l'activité des partis politiques dans les régions rurales pourraient contribuer, dans le proche avenir, à améliorer la situation.

Il fait remarquer que les pétitionnaires se plaignent également de raids venus du côté éthiopien de la frontière. Il ne s'agit donc pas seulement d'un conflit entre deux tribus. Régler, d'une façon générale, le problème de la frontière est la première chose à faire si l'on veut améliorer la situation générale dans cette région.

M. PENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) fait observer que les protestations des pétitionnaires n'ont eu, d'après eux, aucune suite. Il aimerait connaître les mesures que l'Administration prendra pour amener les tribus à se rencontrer et à trouver une solution aux problèmes qui les opposent, solution qui consisterait peut-être à améliorer les conditions de vie de ces tribus.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que, comme il l'a déjà exposé, l'Administration a déjà pris un certain nombre de mesures, mais sans succès. De nombreux fonctionnaires de l'Administration centrale se sont rendus sur les lieux, mais ils n'ont jamais pu persuader aux représentants des deux tribus de se rencontrer; ce n'est pas que les tribus n'aient pas pu trouver une solution à leurs difficultés, c'est qu'elles ne veulent même pas en discuter.

M. PENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande ce que l'Autorité administrante a l'intention de faire pour améliorer la situation.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que l'Administration a l'intention, comme il l'a déjà signalé, d'accélérer le forage des puits dans cette région. Si le Comité le désire, M. Zadotti pourra fournir, à une séance ultérieure, des renseignements plus détaillés sur les projets de l'Administration.

Il serait inutile que l'Administration prît directement des mesures pour régler le différend sans l'assentiment des tribus, car on ne peut pas les forcer à accepter une solution.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), rappelant le paragraphe 10 du résumé rédigé par le Secrétariat, demande si les protestations des Averghedir sont automatiquement transmises à Obbia ou si les autorités locales de Galcaio ne prennent aucune décision à leur sujet et ne les transmettent pas.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) répond que si les autorités locales de Galcaio pouvaient intervenir efficacement, elles le feraient certainement, mais qu'elles rendraient ensuite compte de toute mesure de ce genre aux services centraux d'Obbia. La question est de celles qui relèvent de la compétence des autorités territoriales.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) estime que le Conseil de tutelle pourrait soutenir de son prestige l'Autorité administrante en recommandant qu'un chir ait lieu entre les tribus dans un proche avenir; le Conseil pourrait demander à être informé des résultats obtenus. Si l'on pouvait même simplement établir une ligne provisoire de démarcation jusqu'au moment où le problème de la frontière aura reçu une solution définitive, on pourrait améliorer quelque peu la situation.

M. ZADOTTI (Représentant spécial) déclare que les pétitionnaires seraient sans doute prêts à accepter les recommandations du Conseil de tutelle, puisqu'ils ont eu recours à lui.

M. SALAH (Egypte) est d'avis que le problème de la frontière constitue l'une des raisons principales des difficultés qui surgissent dans cette région.

Il estime, comme le représentant des Etats-Unis, qu'il serait certainement utile que le Conseil recommandât aux deux tribus de se rencontrer et d'arriver à un accord.

A son avis, l'Administration devrait solliciter le concours des chefs des partis politiques du Territoire, car ils disposent d'une certaine influence sur les tribus et pourraient efficacement participer aux efforts que l'on fera pour réaliser un accord.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) propose que le Secrétariat rédige un projet de résolution aux termes duquel le Conseil recommanderait à l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures nécessaires, et notamment des mesures destinées à améliorer la situation de cette région, pour mettre fin aux conflits entre tribus.

M. HAMILTON (Australie) considère que le Conseil devra tenir compte, dans ses observations, des déclarations qu'a faites le représentant spécial, notamment au sujet du forage des puits. Il pourrait être plus opportun d'encourager l'Autorité administrante à poursuivre et à intensifier ses efforts en ce sens.

M. JAIPAL (Inde) estime, comme le représentant des Etats-Unis, que le Conseil pourrait encourager l'Administration à réunir les représentants des deux tribus; à cet égard, il faudrait veiller à ne pas donner l'impression que le Conseil considère que l'une des deux tribus porte plus que l'autre la responsabilité des incidents qui ont eu lieu.

Le projet de résolution pourrait également mentionner les mesures que l'Autorité administrante compte prendre pour forer des puits dans cette région.

Pour ce qui est des autres points auxquels touche la pétition, M. Jaipal estime que le Conseil pourrait se borner à attirer l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante.

Le PRESIDENT conclut qu'il faudrait concevoir le projet de résolution de la façon suivante : le Conseil appellerait l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante et les déclarations de son représentant spécial, recommanderait à l'Autorité administrante de poursuivre ses efforts en vue d'améliorer la situation de cette région de façon à faciliter un règlement des conflits qui opposent les tribus, encouragerait l'Autorité administrante à intensifier ses efforts pour faire rencontrer les deux parties et trouver une solution à tous les problèmes qui se posent encore, et demanderait à l'Autorité administrante de faire connaître au Conseil de tutelle les résultats de cette réunion.

La séance est levée à 17 heures 40.